



Mise en œuvre du PNDES : En quête de financements additifs pour accélérer la transformation agro-sylvo-pastorale

mardi 10 juillet 2018, par Burkinapmepmi.com

A la suite de la Conférence des partenaires sur le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES) qui s'est tenu les 7 et 8 décembre 2016 à Paris, le gouvernement burkinabè est à la recherche de financements additifs pour l'accélération de la transformation agro-sylvo-pastorale mais également d'autres projets importantes à l'instar du Programme d'urgence pour le Sahel du Burkina Faso (PUS-BF) et le Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL), eu égard à la faible mobilisation des partenaires sur ces secteurs à forte valeur ajoutée.

C'est ce qui motive l'organisation, les 09 et 10 juillet 2018 à Ouagadougou, de la conférence internationale sur la mise en œuvre du PNDES placée sur le thème : « Accélérer la transformation agro-sylvo-pastorale au Burkina Faso » pour combler ces besoins de financement.

Une tribune qui va permettre d'évaluer les résultats obtenus au terme de deux années et demie d'exécution du nouveau référentiel de développement burkinabè mais aussi servir de cadre de réflexions et de propositions pour accélérer la transformation agro-sylvo-pastorale.

Les échanges au cours de ladite conférence vont spécifiquement porter sur les principales réalisations du PNDES et les réformes en cours pour améliorer la gouvernance économique et institutionnelle, ainsi que le climat des affaires, le niveau de mobilisation des ressources, les perspectives pour un financement optimal du PNDES, le potentiel et les opportunités d'investissement dans la transformation agro-sylvo-pastorale et le financement adéquat du PUS-BF et du PADEL en vue de la promotion des économies locales.

Selon le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, pour ce qui est du bilan de la mise en œuvre du PNDES, les résultats d'étape « sont très encourageants » malgré un contexte national difficile marqué par l'insécurité, les attaques terroristes et l'agitation sociale, car le gouvernement est parvenu à replacer l'économie burkinabè sur un sentier de croissance forte dont le taux de croissance du PIB réel est passé de 4% en 2014 et 2015 à 5,9% en 2016 avant d'atteindre 6,7% en 2017.

A son avis, cette reprise résulte de la crédibilité de la politique et de la confiance que le gouvernement a su cultiver au sein des partenaires au développement mais également de ces efforts réalisés au niveau des trois axes stratégiques du PNDES dans le domaine de la réforme des institutions et de modernisation de l'administration, du développement du capital humain et de la transformation de l'économie.

A l'entendre deux défis majeurs devront être relevés à savoir celui lié à la faible mobilisation des partenaires privés et celui du contexte sécuritaire.

Par ailleurs, Paul Kaba THIEBA a indiqué que les principaux objectifs quantitatifs du PNDES, traduits

dans la stratégie d'industrialisation, sont de porter le taux de transformation des produits agricoles de 12% en 2015 à 25% en 2020 et la part du secteur secondaire dans le PIB de 20% à 22,4%.

« Le Burkina Faso regorge de nombreuses potentialités dans le domaine agro-sylvo-pastoral qui attendent d'être valorisées en vue de contribuer au développement économique et social. Ainsi, des investissements pourraient se développer autour des chaînes de valeurs du coton, des fruits et légumes, des oléagineux, des produits carnés et des légumineuses... », a-t-il insisté.

L'accélération de la transformation agro-sylvo-pastorale s'impose



Pour sa part, la ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY, a déclaré que l'accélération de la transformation agro-sylvo-pastorale s'impose au Burkina Faso, un pays enclavé avec une population à majorité rurale, tirant l'essentiel de ses revenus de l'agriculture.

« Le secteur de la production agro-sylvo-pastorale occupe 86% de la population totale et fournit environ 45% des revenus des familles rurales mais, sa contribution à la création de la richesse nationale demeure très faible, soit environ 27,8% en 2017, en raison principalement, du niveau particulièrement bas de la transformation des produits bruts », a-t-elle expliqué.

En ce qui concerne le PUS-BF et le PADEL, elle a fait savoir que leur élaboration et leur mise en œuvre se sont imposées compte tenu du défi sécuritaire qui peut s'il n'est pris suffisamment en compte, handicaper la conduite à bon port du PNDES, d'où l'ambition de passer de l'urgence à la résilience, afin de lever les contraintes qui pèsent sur le développement socioéconomique des collectivités locales.

Quant au premier-vice président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), Mamady SANO, il a remercié le gouvernement « pour sa vision et ses efforts inlassables » en faveur du secteur privé notamment l'amélioration du climat des affaires, même s'il a, par la suite, constaté une faible mise en œuvre des projets prévus dans le domaine de la transformation agro-sylvo-pastorale.

Conscient que cet état de fait interpelle sur la responsabilité de la communauté des affaires dans la mise en œuvre des projets structurants notamment ceux entrant dans l'axe 3 du PNDES, il a néanmoins soutenu que la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois passe par l'industrialisation.

C'est la raison pour laquelle, la communauté des affaires a invité l'Etat à mettre en œuvre les conditions favorables à l'investissement privé, en mettant un accent en place « une politique vigoureuse » d'accompagnement des petites et moyennes industries locales pour leur permettre de transformer les matières premières dans des conditions économique viables et socialement durables.

Toujours, comme doléance, le secteur privé a exhorté le gouvernement à mettre un accent particulier sur l'aménagement et la gestion de parcs industriels spécialisés par filière, les incitations en matière d'investissement, la valorisation des résultats et l'accompagnement pour l'innovation et la promotion de l'efficacité énergétique.

Profitant de cette tribune, il a une fois de plus réaffirmé l'engagement du secteur privé à accompagner

le gouvernement dans la mise en œuvre du PNDES.

La présidente de la Troïka des partenaires techniques et financiers, par ailleurs Coordinatrice résidente du Système des Nations unies, Metsi MAKHETHA, a félicité le gouvernement pour la tenue de cette conférence démontrant à souhait que le principe de redevabilité tient à cœur l'exécutif burkinabè, ce qui, selon elle « renforce la confiance aux institutions et aux partenariats ».

Des félicitations tous azimuts pour le gouvernement burkinabè



« Les partenaires félicitent le gouvernement pour sa détermination dans les réformes entreprises et celles en cours pour améliorer le climat des affaires et favoriser les investissements. Nous encourageons la poursuite et l'approfondissement des efforts pour la bonne gouvernance budgétaire qui assure l'efficacité des dépenses et leur orientation vers les secteurs prioritaires », a-t-elle mentionné.

Elle s'est également réjoui du fait que le gouvernement burkinabè ait mené un exercice d'évaluation du degré d'alignement du PNDES aux Objectifs du développement durable (ODD) dont les résultats révèlent que le PNDES s'aligne à près de 90% sur l'agenda 2030 des ODD.

Pour elle, le secteur agro-sylvo-pastoral dont la transformation aurait un effet multiplicateur et les interventions prenant en compte la réduction des besoins humanitaires, tout en intensifiant les actions du développement qui promeuvent une sécurité et la paix durable constituent des leviers accélérateurs.

De l'avis de Pierre LAPORTE, Directeur des opérations, représentant le Vice-président Afrique de la Banque mondiale, la conférence internationale sur la mise en œuvre du PNDES est en parfaite adéquation avec l'agenda de développement du Groupe de l'institution de Bretton Woods qui est la réduction de l'extrême pauvreté et la prospérité partagée.

Pour lui, cette concordance est le principal facteur qui a milité en faveur d'un nouveau Cadre de Partenariat avec le Burkina Faso sur la période 2018-2023 pour un montant indicatif total de 2,3 milliards de dollars américains soit environ 1150 milliards de F CFA (presque deux fois le montant annoncé à Paris), par le Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale, le 5 juillet 2018.

Du reste, il a rassuré « du soutien constant » du Groupe de la Banque mondiale « aux efforts inlassables » que le gouvernement mène pour l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables et la réduction de la pauvreté au Burkina Faso, malgré un contexte sécuritaire difficile.

En marge de la conférence, il se tient une exposition de produits issus de l'agriculture, de la foresterie, de l'élevage et de la transformation industrielle locale dont l'objectif est de permettre d'apprécier la gamme des potentialités de la transformation agro-sylvo-pastorale au Burkina Faso et les défis de son accélération.